



Chapitre C-46

LOI SUR LES COMPAGNIES ÉTRANGÈRES

Interprétation. **1.** Rien dans la présente loi ne soustrait les corporations étrangères à l'application de la section I de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (chapitre D-1).

S. R. 1964, c. 282, a. 1.

Définition. **2.** Les corporations étrangères, au sens de la présente loi, comprennent toutes les corporations commerciales et les compagnies à fonds social non constituées par ou en vertu d'une loi de la Législature du Québec, du Parlement du Canada, de la Législature de l'ancienne province du Bas Canada, ou de celle de l'ancienne province du Canada, excepté;

Exceptions. **1°** Les sociétés de prêts et de placements autorisées en vertu des dispositions de la Loi sur les sociétés de prêts et de placements (chapitre S-30);

2° Les compagnies d'assurance, les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables, lesquelles sont régies par les dispositions de la Loi sur les assurances (chapitre A-32);

3° Les compagnies de fidéicommiss constituées en corporation en vertu des lois de l'une des provinces du Canada ou d'un pays étranger, lesquelles sont régies par la Loi sur les compagnies de fidéicommiss (chapitre C-41);

4° Les corporations et compagnies constituées par ou en vertu d'une loi d'une Législature d'une autre province du Canada, dans laquelle les corporations et compagnies constituées par ou en vertu des lois du Québec sont autorisées à faire affaires sans être obligées de prendre des permis à cet effet.

S. R. 1964, c. 282, a. 2; 1968, c. 9, a. 90; 1974, c. 70, a. 473.

Permis. **3.** Aucune corporation étrangère ne peut faire affaires au Québec, à moins qu'elle n'ait obtenu un permis en vertu de la présente loi, et que ce permis ne soit en vigueur.

Agents. Aucune compagnie, société, courtier, agent ou autre personne, comme représentant ou agent d'une corporation étrangère, ou agissant en quelque qualité autre que celle de voyageur de commerce prenant des commandes pour cette corporation étrangère, ne peut

faire affaires au Québec pour une corporation étrangère à moins qu'elle n'ait reçu ce permis et qu'il ne soit en vigueur.

S. R. 1964, c. 282, a. 3.

Procédures pour obtenir le permis.

4. Ce permis est accordé par le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières sur requête de la corporation étrangère, pourvu que celle-ci:

1° dépose au bureau du ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières une copie de sa charte, de ses articles d'association ou autre acte constitutif, certifiée par l'officier qui a la garde de l'original;

2° établisse qu'elle est constituée de manière à remplir les obligations qu'elle peut contracter;

3° dépose au bureau du ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières une procuration constituant un agent principal au Québec aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle, et déclarant où sera établi le bureau principal de la corporation;

4° paye les honoraires qui peuvent être fixés par le gouvernement pour l'obtention de cette autorisation;

5° établisse que son nom n'est celui d'aucune autre compagnie connue, qu'il ne peut être confondu avec quelque autre dénomination sociale ou qu'il n'est pas autrement inadmissible pour des raisons d'intérêt public.

Changement de nom.

Le ministre peut refuser d'accorder ou de continuer un permis à une compagnie dont le nom ne rencontre pas les exigences du présent paragraphe 5°, à moins que ce nom ne soit changé ou modifié à la satisfaction du ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.

Réserve.

Ce changement de nom ou cette modification dans le nom n'affecte aucunement l'existence corporative de la compagnie ni ses droits et obligations.

S. R. 1964, c. 282, a. 4; 1966-67, c. 72, a. 23; 1969, c. 26, a. 71; 1975, c. 76, a. 11.

Avis.

5. Avis que cette autorisation a été accordée doit être publié par le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières dans la *Gazette officielle du Québec*, et, à compter de la publication de cet avis, la corporation étrangère peut se livrer à des opérations.

S. R. 1964, c. 282, a. 5; 1966-67, c. 72, a. 23; 1968, c. 23, a. 8; 1975, c. 76, a. 11.

- Changement d'agent ou de lieu.** **6.** Chaque fois qu'une corporation étrangère change son agent principal ou le lieu de son siège social, elle doit transmettre au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières une copie de la nouvelle procuration s'y rapportant, et avis en doit être donné dans la *Gazette officielle du Québec*.
S. R. 1964, c. 282, a. 6; 1966-67, c. 72, a. 23, 1968, c. 23, a. 8; 1975, c. 76, a. 11.
- Changement de nom.** **7.** Si une corporation étrangère autorisée en vertu de la présente loi change son nom, elle doit transmettre au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières une copie du document constatant que ce changement a été obtenu légalement, et cette copie doit être certifiée par l'officier qui a la garde de l'original.
- Nouveau permis.** Un nouveau permis peut alors être accordé par le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, et avis en doit être donné par le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières dans la *Gazette officielle du Québec*.
S. R. 1964, c. 282, a. 7; 1966-67, c. 72, a. 23; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 72; 1975, c. 76, a. 11.
- Pouvoirs en vertu du permis.** **8.** Toute corporation étrangère, qui est munie d'un permis en vertu de la présente loi ou qui en est exemptée en vertu du paragraphe 4° de l'article 2 peut, sujet aux restrictions et conditions de ce permis et des lois du Québec, ainsi qu'aux dispositions de sa propre charte, acquérir, posséder, hypothéquer et aliéner des biens immobiliers au Québec, ou en disposer autrement, dans la même mesure que si elle avait été constituée en corporation par lettres patentes délivrées en vertu de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), avec pouvoir de faire les affaires et d'exercer les pouvoirs que comporte ce permis.
S. R. 1964, c. 282, a. 8; 1969, c. 26, a. 73.
- Suspension et révocation du permis.** **9.** Si une corporation étrangère qui est munie d'un permis en vertu de la présente loi omet d'observer les restrictions et conditions de ce permis, ou les règlements concernant la nomination et le maintien d'un représentant au Québec, ou de s'y conformer, le gouvernement peut suspendre ou révoquer ce permis, totalement ou en partie, et il peut lever cette suspension ou annuler cette révocation et remettre le permis en vigueur.
- Avis.** Avis de telle suspension, révocation, levée de suspension ou remise en vigueur doit être donné par le ministre des consommateurs, coo-

pératives et institutions financières dans la *Gazette officielle du Québec*.

S. R. 1964, c. 282, a. 9; 1966-67, c. 72, a. 23; 1968, c. 23, a. 8; 1975, c. 76, a. 11.

Règlementation. **10.** Le gouvernement peut faire des règlements concernant les matières suivantes:

1° Les formules des permis, les procurations, les demandes, les avis, les états et autres documents concernant les demandes et autres procédures en vertu de la présente loi;

2° Les honoraires à percevoir pour l'octroi des permis et la publication des avis, en vertu de la présente loi;

3° En général tout ce qui peut être nécessaire pour la mise à exécution de la présente loi.

S. R. 1964, c. 282, a. 10.

Peine. **11.** Toute personne faisant affaires pour une corporation étrangère qui ne s'est pas conformée aux exigences de la présente loi, est passible d'une amende n'excédant pas cent dollars pour chaque infraction, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

S. R. 1964, c. 282, a. 11.

Prescription. Procédure. **12.** Les poursuites en vertu de la présente loi doivent être intentées dans les six mois à compter de la date de l'infraction, et sont régies par les dispositions de la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15).

S. R. 1964, c. 282, a. 12.

État soumis à la
Législature. **13.** Un état indiquant les permis accordés en vertu de la présente loi dans le cours de l'année financière précédente, et le fonds social autorisé des corporations étrangères munies de permis, ainsi que l'honoraire payé pour chaque permis, doit être déposé devant la Législature à chacune de ses sessions.

S. R. 1964, c. 282, a. 13.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 282 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre C-46 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 282

Chapitre C-46

**LOI DES COMPAGNIES
ÉTRANGÈRES**

**LOI SUR LES COMPA-
GNIES ÉTRANGÈRES**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 13

1 - 13

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

